

Confession d'un « casseur »...

LA « politique par le haut » a réoccupé le devant de la scène en Côte d'Ivoire. Politique africaine parlera, dans un prochain numéro, de la réélection « triomphale » du Président en exercice. Notre propos est ici de revenir sur la politique par le bas (pour ne pas dire par le très bas). La confession qui suit nous est parvenue telle que nous la reproduisons, à l'exception des noms de personnes n'occupant pas de fonctions officielles. Nous nous contentons de la resituer dans son contexte.

Les cours ont repris à l'Université d'Abidjan le 12 septembre. Après la tourmente des événements de février qui provoquèrent, faut-il le rappeler, la fermeture intempestive du campus par le gouvernement, une accalmie s'était installée en juillet-août. Mais c'est sans grand enthousiasme qu'une partie des étudiants se présentèrent aux cours. De nouvelles manifestations venaient d'avoir lieu au cours des semaines précédentes pour réclamer la démission du Président et la dissolution de l'Assemblée nationale. Or, le 17 septembre, le Conseil d'université prit la résolution de confier la sécurité de la communauté universitaire à des « comités de vigilance ». Le SYNARES organisait le 21 septembre un meeting pour la défense des franchises universitaires et pour dénoncer le scandale du recours, sur le campus, à des mercenaires provocateurs...

Abidjan, le 26 septembre 1990

Cher Monsieur,

Je m'adresse à vous parce que je pense que vous êtes un homme respectable. Ce que je vais vous dire, je l'ai confié par écrit à plusieurs autres personnes que je juge capables d'assumer le risque de défendre la dignité

La casse du Campus n'a pas été l'œuvre des étudiants grévistes, ni de ceux qui ont été inculpés ; le dimanche soir, après l'intervention du recteur à la télévision, les étudiants se sont mis à manifester à Mermoz (1) et au Campus. Alors, un groupe d'étudiants désireux de suivre les cours a été contacté sur le Campus par un messenger de M. Balla Kéita et 3 membres du bureau de MEECI (2). Moi, j'ai été contacté par un ami meeciste (je désirais reprendre les cours) et nous nous sommes réunis vers 23 heures au maquis du CNOU. Là, il nous a été demandé de nous mêler le lendemain aux grévistes pour faire la casse. Il nous a même été conseillé d'agresser certains professeurs comme MM. W. ; D. S. ; G.-B. ; A.K. ; K. ; K.D. ... Vers la fin de la réunion, nous avons été rejoints par un groupe d'étudiants de l'ENS organisé par un professeur qui s'appellerait C. T.

Le lundi matin nous nous sommes retrouvés vers l'infirmerie du personnel de l'Université d'où nous avons rejoint le mouvement de grève. Par la violence de la casse j'ai pensé qu'il y avait des loubards parmi nous. La liste des étudiants radiés a été préparée avant la grève par le groupe de mecistes ; de même que la lettre adressée au Synarès, pour accuser M. Etti Marcel (3) d'être à l'origine de la grève a été préparée par un groupe dit de « vigilance syndicale » dirigé par les professeurs N. K. de l'université et K. P. de l'ENS (4). Après la casse et selon la consigne reçue, nous nous sommes regroupés vers les tours Sainte-Marie où 3 cars de la police (CRS) sont venus nous chercher. Dans le car où j'étais, chacun a reçu une enveloppe kaki. J'ai reçu 115 500 F. Depuis l'annonce de la radiation de nos camarades cet argent me brûle les doigts et j'ai mal partout. j'ai peur de devenir fou. Libérez-moi en publiant cette lettre. J'en ai envoyé une copie à *Fraternité Matin* et une autre à J. K. Y. en espérant qu'elles seront rendues publiques. J'ai peur de réapparaître sur le Campus. Je veux fuir le pays ; me constituer prisonnier à l'Ambassade de France. Nous sommes dans un gouffre immense peuplé de loups et de chacals. Je les ai vus de très près. Ils sentent la haine et le mépris pour tout ce qui est pur. Que Dieu nous sauve.

K.K. Bernard

Faculté des Lettres
Université d'Abidjan

(1) Mermoz, Lycée français d'Abidjan.

(2) MEECI, Mouvement des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire émanation du PDCI dont le monopole institutionnel est fortement contesté.

(3) Etti Marcel, Secrétaire général du SYNARES, Syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur.

(4) ENS, École normale supérieure d'Abidjan.